

séquestre n'ont pas augmenté de 140 p. 100 dans les cinq premiers mois de l'année en cours, mais bien de 530 p. 100 par rapport à la même période l'année dernière.

Puis, le baromètre commercial nous indique que la situation en Colombie-Britannique est la même que partout au Canada. Je veux parler, bien entendu, de la bourse. Nous avons vu ce qui est arrivé à la BCRIC, le grand rêve du premier ministre de la Colombie-Britannique. Ses actions qui étaient évaluées à \$11.16 ont été dévaluées à \$6 par décret du premier ministre. Elles ont actuellement une valeur d'échange à Vancouver de \$2.95. Le premier ministre voulait que la population de la Colombie-Britannique connaisse ce que sont la libre entreprise et les gains boursiers. Il voulait lui montrer comment fonctionne le marché des capitaux. Il a très bien réussi.

Le coup le plus dur porté par le gouvernement fédéral, aidé maintenant par le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique, a été la réduction des soins médicaux. Il y a aujourd'hui 1,200 lits d'hôpitaux de moins qu'il y a quelques mois. Et il y a 2,100 employés de moins dans le secteur hospitalier. Il fait mal au cœur de voir que les malades et les convalescents ne peuvent plus recevoir les soins qui avaient fini par être considérés comme une règle au pays. Le problème, ce sont le gouvernement canadien et le gouvernement provincial. Il est plutôt ironique que nous attendions chaque jour impatiemment des réponses des gens mêmes qui nous ont mis dans cette situation catastrophique.

Voiez ce que le gouvernement fédéral a fait des possibilités qu'offrait le logement coopératif au Canada. En Colombie-Britannique seulement des assemblées ont été convoquées afin de voir si les gens s'intéressaient au logement coopératif. On a constaté que la demande existait. Les salles d'assemblée étaient pleines à craquer. Chacune des assemblées ou presque a étonnamment attiré une foule de gens s'intéressant à la notion de logement coopératif. Le gouvernement s'en est alors mêlé en présentant un programme. Il a dit qu'en 1982, il y aurait suffisamment d'argent pour construire 898 logements. D'après les livres, 2,223 logements pourraient être en construction dès demain matin. De très nombreux autres pourraient l'être aussi si l'on en fournissait l'occasion.

Vient ensuite l'aide aux détenteurs d'hypothèque. En Colombie-Britannique, bien des gens ont du mal à renouveler leur hypothèque. Dans tout le pays, ce sont 640,000 personnes qui se trouvent en pareille situation. Le gouvernement a un plan. Le ministre chargé du logement nous dit avoir un plan qui viendra en aide, non pas à 640,000 personnes, mais à 12,000 peut-être. Et voici l'ignoble programme visant à aider les gens qui ont du mal à renouveler leur hypothèque: il ne prévoit de l'aide que pour les gens qui n'ont payé que 5 p. 100 de leur maison. Peu de Canadiens sont dans ce cas. Pour obtenir une hypothèque, il vous faut déjà en avoir payé une plus grande part. C'est une espèce de cercle vicieux.

Et puis, évidemment, il y a les obligations pour l'expansion de la petite entreprise, programme odieux relevant du ministre d'État chargé des Petites entreprises et du Tourisme (M. Lapointe) et qu'aucune banque ne veut endosser pour le moment. Où que vous alliez au pays, aucune banque ou presque n'est disposée à offrir ce programme particulier à ses clients. A toutes fins pratiques, l'obligation pour la petite entreprise a disparu.

Les subsides

Quelles sont les solutions? Les problèmes sont bien évidents. Les solutions choisies par le gouvernement ont échoué. Quelles sont les mesures que le Nouveau parti démocratique serait disposé et décidé à prendre s'il formait le gouvernement du Canada?

Notre premier objectif consisterait à garantir le plein emploi et au Canada et en Colombie-Britannique. Ensuite, nous appliquerions certaines solutions à court terme et d'autres solutions à long terme. A court terme, parce que la reprise économique est impossible tant que les taux d'intérêt ne baisseront pas, nous ferions immédiatement baisser les taux d'intérêt à 1 p. 100 de plus que le taux d'inflation afin de montrer aux consommateurs et aux investisseurs canadiens que nous voulons vraiment faire quelque chose. Nous investirions immédiatement 500 millions de dollars dans le logement pour stimuler l'industrie du bâtiment et remettre au travail le secteur manufacturier qui approvisionne l'industrie du bâtiment et pour remettre au travail une bonne partie des travailleurs forestiers en créant une demande pour du bois de construction au Canada.

Où trouverions-nous ces 500 millions de dollars? Le gouvernement avait mis de côté 5.8 milliards de dollars pour aider Alsands. Nous demanderions seulement 10 p. 100 de ce montant pour investir dans le logement. Si le gouvernement peut investir autant d'argent pour aider les sociétés pétrolières, il pourrait certainement utiliser 10 p. 100 de ce montant pour faire construire immédiatement 50,000 unités de logement au Canada.

• (1720)

Nous réduirions immédiatement les impôts des Canadiens à faible ou à moyen revenu de 2.2 milliards de dollars pour favoriser la circulation de l'argent au Canada. Les chômeurs n'achètent pas de réfrigérateurs ou de voitures neuves. Nous devons mettre plus d'argent à la disposition des Canadiens à faible ou à moyen revenu. A cause de la politique du gouvernement actuel, les classes moyennes du Canada sont en train de se dégrader. Un petit groupe de Canadiens se tirent très bien d'affaires à cause de la politique financière monétariste du gouvernement. Par ailleurs, de plus en plus de Canadiens sont repoussés dans la catégorie des défavorisés. Pendant cinq années consécutives, le pouvoir d'achat des travailleurs canadiens a diminué. Le pouvoir d'achat de leurs chèques de paye diminue chaque année, mais le ministre des Finances ose tout de même prétendre que ce sont les travailleurs canadiens qui causent l'inflation au Canada.

Le 1^{er} juillet, les Canadiens devront payer encore plus cher le pétrole et le gaz naturel. Le baril de pétrole augmentera de \$2.25 et le gallon d'essence de 7c., pour ceux qui ont une automobile. Le 1^{er} août, il y aura une hausse de 25c. par mille pieds cubes. Avec nous, ces hausses n'auraient pas lieu. Nous les rejeterions et les contribuables canadiens, qui auraient épargné cet été 1.8 milliard de dollars, pourraient se procurer avec cette somme des biens et des services.

Nous lancerions immédiatement un programme de reboisement, parce que l'industrie forestière constitue la pierre angulaire de l'économie en Colombie-Britannique. Nous ferions de la véritable sylviculture, plutôt que de l'extraction forestière, afin d'aboutir à un programme de récoltes soutenues qui se perpétuerait. Il faut que de telles mesures soient prises. Les